



15 novembre 2024

Appel des ONG aux États membres de l'OMS pour une réforme du Programme de reproduction humaine de l'OMS

Le Programme de reproduction humaine (HRP) de l'Organisation mondiale de la santé a été créé en 1971 par quelques pays du nord de l'Europe avec le soutien financier de la Fondation Ford, dans l'objectif initial de soutenir la recherche biomédicale dans le domaine de la reproduction humaine. Ce programme visait à répondre aux enjeux démographiques et économiques des pays « en développement », en élaborant des méthodes de réduction de la fertilité. Le HRP a ainsi développé les abortifs et contraceptifs les plus utilisés aujourd'hui. Il a également promu ces méthodes en s'appuyant sur un discours basé sur les droits de l'homme. Ces méthodes ne répondent néanmoins pas aux vrais besoins de santé de ces pays et s'opposent souvent à leurs lois, cultures et religion.

Le HRP a été imaginé pour coordonner la recherche biomédicale afin de développer des méthodes de réduction de la fertilité. L'activité du Programme est donc couverte par la résolution WHA25.60 de 1972 sur la recherche biomédicale. Pourtant, au fil des décennies, et en particulier depuis les années 2000, le HRP est moins actif dans la recherche et s'intéresse à des questions plus larges liées aux libertés individuelles, notamment en matière de droits sexuels et reproductifs. Cette évolution, soutenue par des financements privés croissants, a pu retenir l'attention de plusieurs observateurs. Le dernier exemple en date est la publication au mois de mars 2022, des nouvelles lignes directrices consolidées sur l'avortement. Ces dernières, sous couvert de la neutralité et du prestige de l'OMS, promouvaient par exemple l'accès libre à l'avortement pour les adolescents sans l'accord des parents. Il est à noter que 67 % des experts consultés par l'OMS pour la rédaction de ces lignes directrices avaient exprimé des positions favorables à la libéralisation de l'avortement. Le HRP est ainsi devenu un pendant institutionnel du *Center for Reproductive Rights* dont beaucoup d'États membres de l'OMS ont clairement rejeté toute collaboration avec l'OMS à l'occasion de la dernière réunion du Conseil exécutif.

Le HRP fait face aujourd'hui à certains défis, notamment en raison des thématiques idéologiques qu'il aborde et de l'influence croissante de certains acteurs externes, qui cherchent à tirer parti de son prestige scientifique pour orienter les décisions des États. La Susan Thompson Buffett Foundation s'est notamment engagée à hauteur de plus de 100 millions de dollars au financement du HRP en 2019 (soit 10 % de tous les financements depuis 1970). Or,

le fait de contribuer au programme permet d'y avoir un poids politique. En effet, les onze principaux contributeurs étatiques obtiennent un siège au sein de l'organe directeur du HRP, le Policy and Coordination Committee (PCC). L'*International Planned Parenthood Federation* (IPPF) est également membre permanent du PCC.

En préparation de la prochaine Assemblée mondiale de la santé, nous appelons les États à :

- réaffirmer l'importance de concentrer les efforts du HRP sur des problématiques de santé publique actuelles, notamment les questions liées à l'infertilité des couples et à l'urgence d'en identifier et d'en combattre les causes, tout en veillant à ce que les approches respectent les cadres éthiques, légaux et culturels de chaque pays en tant qu'ils sont conformes à la dignité humaine, ainsi que les normes du droit international.
- demander au Directeur général de l'OMS de veiller à ce que les activités du programme restent alignées sur les priorités de santé publique des États membres, en harmonie avec les réalités locales, culturelles et législatives.
- demander au Directeur général de soumettre un rapport sur l'impact des financements privés sur les priorités stratégiques du HRP et d'explorer des voies pour mieux encadrer l'influence de ces financements dans le respect des mandats de l'OMS.

Liste des cosignataires :

- Center for Family & Human Rights (C-Fam)
- European Center for Law and Justice (ECLJ)
- Juristes pour l'enfance
- Le Syndicat de la Famille
- One Of Us
- Transatlantic Christian Council



November 15, 2024

NGOs call to the WHO Member States for reform of the WHO Human Reproduction Programme

The World Health Organisation's Human Reproduction Programme (HRP) was set up in 1971 by a few northern European countries with financial support from the Ford Foundation, and with the initial aim of supporting biomedical research in the field of human reproduction. The Programme was designed to meet the demographic and economic challenges that 'developing' countries were facing, by developing methods to reduce fertility. The HRP developed the abortifacients and contraceptives that are most widely used today. It also promoted these methods on the basis of human rights. However, these methods do not meet the real health needs of these countries and often clash with their laws, cultures, and religion.

The HRP was set up to coordinate biomedical research in order to develop methods to reduce fertility. The Programme's activities are therefore covered by the Resolution WHA25.60 of 1972 on biomedical research. However, over the last decades, and particularly since the 2000s, the HRP has become less active in research and has taken an interest in broader issues relating to individual freedoms, particularly sexual and reproductive rights. This trend, supported by increasing private funding, has attracted the attention of several observers. The latest example is the publication in March 2022 of new consolidated guidelines on abortion. Under the guise of the WHO's neutrality and prestige, the document promoted, for instance, free access to abortion for adolescents without parental consent. It should be noted that 67% of the experts consulted by the WHO for the drafting of these guidelines had expressed positions in favor of the liberalization of abortion. The HRP has thus become an institutional counterpart to the *Center for Reproductive Rights*, many of whose member states clearly rejected any collaboration with the WHO during the last Executive Board meeting.

The HRP is currently facing a number of challenges because of the ideological issues it addresses and the growing influence of certain external players who are seeking to take advantage of its scientific prestige to steer government decisions. In particular, the *Susan Thompson Buffett Foundation* has pledged more than US\$100 million to the HRP in 2019 (10% of all funding since 1970). Contributing to the Programme provides political weight. The eleven main state contributors enjoy a seat on the HRP's governing body, the Policy and Coordination

Committee (PCC). The *International Planned Parenthood Federation* (IPPF) is also a permanent member of the PCC.

In preparation of the next World Health Assembly, we call on States to:

- Reaffirm the importance of focusing the HRP's efforts on current public health issues, particularly those related to infertility in couples, and the urgent need to identify and address its causes, while ensuring that approaches respect the ethical, legal, and cultural frameworks of each country, as long as these frameworks are consistent with human dignity and align with international law.
- to ask the WHO Director-General to ensure that the Programme's activities remain aligned with the public health priorities of Member States, in harmony with local, cultural, and legislative realities.
- to ask the Director-General to submit a report on the impact of private funding on the HRP's strategic priorities and to explore ways to manage the influence of such funding in accordance with the WHO's mandates.

List of co-signatories:

- Center for Family & Human Rights (C-Fam)
- European Center for Law and Justice (ECLJ)
- Juristes pour l'enfance
- Le Syndicat de la Famille
- One Of Us
- Transatlantic Christian Council